

ÉTHIOPIE

Des dirigeants de l'opposition ont été récemment arrêtés et 46 manifestants tués par la police

Index AI : AFR 25/019/2005

ÉFAI

Vendredi 11 novembre 2005

DÉCLARATION PUBLIQUE

Le 7 novembre 2005 la police a déféré à la justice 24 dirigeants et membres confirmés ou supposés de l'opposition, arrêtés à Addis-Abeba le 1^{er} novembre à la suite de manifestations de rue qui avaient dégénéré en quatre jours de violences, après que la police eut ouvert le feu sur les protestataires. Au moins 46 personnes avaient été tuées à Addis-Abeba et dans d'autres villes et 4 000 personnes au moins arrêtées.

Parmi les 24 personnes déferées figurent Hailu Shawel, soixante-dix ans, président de la Coalition pour l'unité et la démocratie (CUD), un parti d'opposition, le professeur Mesfin Woldemariam, soixante-quinze ans, ancien secrétaire général du Conseil éthiopien des droits humains (EHRCO), Yacob Hailemariam, ancien envoyé spécial des Nations unies et ancien procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda, Birtukan Mideksa, vice-présidente du CUD et ancien juge et Berhanu Negga, maire récemment élu d'Addis-Abeba et professeur d'économie à l'université.

Ces 24 personnes ont été présentées à la Haute Cour fédérale d'Addis-Abeba. La Cour a ordonné une prolongation de quatorze jours de leur détention (la prochaine audience a été fixée au 21 novembre) afin de permettre aux policiers d'enquêter sur ce qui est présenté comme un complot en vue de provoquer des violences, même si personne n'a encore été officiellement inculpé. Les 24, qui ont été placés au secret, seraient détenus au *Central Investigation Bureau* d'Addis-Abeba, connu sous le nom de *Maikelawi* ou de troisième poste de police.

La police a également distribué une liste des personnes recherchées avec les photos de 34 autres dirigeants du CUD et autres protestataires (58 personnes au total) dont certains étaient passés dans la clandestinité tandis que d'autres se trouvaient à l'étranger au moment des événements. La liste

complète des 58 personnes comprend des membres du parlement (dont sept déjà en détention), des fonctionnaires, 11 journalistes, des militants du CUD, des avocats, deux enquêteurs du Conseil éthiopien des droits humains (EHRCO), et deux dirigeants de l'Association des enseignants éthiopiens (AEE). La police a averti la population que cacher une personne recherchée constituait une infraction ; des proches des personnes recherchées auraient été interrogés ou arrêtés pour ces raisons.

Selon le Premier ministre Meles Zenawi, les détenus pourraient être inculpés de trahison, une infraction passible de la peine de mort. Il a déclaré que cinq grenades avaient été jetées par des manifestants et que sept policiers avaient été tués. Un autre responsable gouvernemental a qualifié les manifestations de protestation de « *rébellion* ». Le Premier ministre a déclaré qu'une enquête officielle allait être menée sur ces événements, ainsi que sur la mort de manifestants de l'opposition tués à Addis-Abeba en juin 2005 par l'armée.

Préoccupations d'Amnesty International

Amnesty International considère les 24 détenus comme des prisonniers d'opinion qui n'ont ni eu recours, ni prôné le recours à la violence. Si elles étaient arrêtées, les 34 autres personnes seraient également considérées comme des prisonniers d'opinion. L'organisation renouvelle son appel en faveur de la remise en liberté immédiate et sans condition des 24 personnes interpellées et demande que leur soit accordé le droit de voir librement et régulièrement leurs familles, leurs avocats, les représentants du Comité international de la Croix-Rouge et de recevoir les soins médicaux appropriés. À la date du 11 novembre, quelque 2 500 détenus auraient été remis en liberté sans avoir été inculpés, selon la police qui n'a pas révélé le nombre de personnes encore détenues.

Amnesty International craint que ne soit refusée aux détenus la possibilité d'une remise en liberté sous caution et qu'ils ne soient maintenus dans des conditions éprouvantes en détention prolongée avant un procès long, avec de nombreuses suspensions d'audience, ne respectant pas les normes internationales d'équité des procès.

Amnesty International reste profondément préoccupé par la santé et la situation du professeur Mesfin

Woldemariam, défenseur des droits humains de renommée internationale, qui souffre d'importants problèmes de dos. Sa famille n'aurait pu le voir avant le 7 novembre, jour de sa comparution.

Amnesty International demande que l'enquête, promise par le Premier ministre, sur la mort de manifestants tués par les forces de sécurité le 8 juin et début novembre 2005, soit menée de façon impartiale et indépendante, avec des instructions claires prévoyant d'entendre les témoignages de membres de la société et des forces de sécurité et garantissant la sécurité des témoins ; l'organisation demande que l'enquête fournisse un compte-rendu objectif des événements, que des investigations soient menées sur un recours excessif à la force par des policiers et sur les mauvais traitements qui seraient infligés aux prisonniers, enfin que les conclusions et recommandations de l'enquête soient rendues publiques dans un délai raisonnable.

Complément d'information

Au moins 46 personnes, parmi lesquelles des femmes et des enfants, ont été tuées par la police et 200 ont été blessées au cours d'une semaine de protestations et d'affrontements violents début novembre entre policiers et sympathisants du parti d'opposition accusant le pouvoir de fraude électorale. Une femme aurait été tuée par balles chez elle après avoir formulé une plainte pour l'arrestation de son mari, militant du CUD, par la police. Selon les autorités, des grenades à main auraient été lancées contre la police et sept policiers auraient été tués.

La CUD avait appelé à des manifestations non-violentes à Addis-Abeba pour protester contre ce qu'elle avait qualifié de fraude électorale. La Coalition avait notamment appelé à une journée de grève en invitant les gens à rester chez eux et à boycotter les entreprises du parti au pouvoir la semaine suivant le 6 novembre. La CUD, qui a remporté un tiers des sièges aux élections, boycotte le nouveau parlement qui a privé de leur immunité parlementaire les députés de son parti.

Des manifestations de moindre ampleur ont eu lieu dans d'autres villes, à Dessie, Debre Berhan et Bahar Dar dans la région d'Amhara, ainsi qu'à Awasa dans la région du Sud. Des étudiants y ont notamment participé. Les arrestations se sont poursuivies à Addis-Abeba et dans de nombreuses autres

régions. Plus de 4 000 personnes ont été arrêtées, dont de nombreux jeunes sans emploi d'Addis-Abeba, envoyés en prison dans des zones rurales éloignées où les conditions de vie sont difficiles. De nombreuses personnes interpellées auraient déjà été arrêtées précédemment lors des premières manifestations de juin 2005 après les élections. Le 11 novembre, quelque 2 500 détenus auraient été remis en liberté selon la police qui n'a pas révélé le nombre ni le sort des personnes encore détenues. ●

Précédente déclaration publique sur la situation en Éthiopie, index AI : AFR 25/016/2005, 2 novembre 2005
<http://web.amnesty.org/library/index/FRAAF R250162005>

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>